

UNEDIC : Le JT de France 2 interrompu par des intermittents

Communiqué sur l'intervention à France 2 au 20h :

Nous sommes venus sur le plateau de France 2 pour obtenir un débat contradictoire que nous demandons sans succès depuis l'accord de la convention UNEDIC du 22 mars dernier et interpeler le Ministre du Travail, Monsieur Rebsamen, pour qu'il ne l'agrée pas.

Si on retient qu'en 2003 les intermittents étaient intervenus ici, en 2014

c'est tous les chômeurs et précaires qui défendent ensemble leur droits.

Tout est reconduit en pire depuis 2003, nous voulons arrêter ce massacre, nous voulons en parler.

Malgré cette coupure, nous entendons comme un soutien le communiqué de France Télévision. Nous aurions dû avoir l'espace pour dire le texte « Nous sommes ici... ». Lisez-le, faites le tourner.

Contre la culture de la peur et de la dette, occupons l'espace public !

[« Le journal de France 2 interrompu par des intérimaires en collants et des intermittentes en colère » sur le site cip-idf.org](#)

Nous sommes ici.

Nous sommes ici, chômeurs, travailleurs précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers, pour vous informer.

Nous sommes ici parce que les négociations sur le régime d'assurance-chômage se sont faites sans nous et contre nous. Nous refusons cet accord du 22 mars 2014 conclu entre les organisations patronales et la CFDT, la CFTC et FO.

Nous ne sommes pas dupes et nous sommes en colère : cet accord, imposé par le MEDEF, nous affaiblit tous. Le gouvernement ne doit pas agréer cet accord.

Quand la pauvreté touche plus de 9 millions de personnes, quand 80 % des embauches se font en contrats courts, quand un chômeur sur deux n'est pas indemnisé, il est scandaleux de s'attaquer aux droits sociaux en faisant payer les plus précaires.

Sous des prétextes fallacieux et sans débat contradictoire, c'est toute la protection sociale mutualiste qui est visée.

Nous avons des propositions.

Des propositions adaptées à la discontinuité de l'emploi en partie portées par le Comité de suivi à l'Assemblée nationale. Ces propositions ont émergé d'un vaste mouvement d'opposition qui dure depuis 11 ans : nous demandons à ce qu'elles soient prises en compte, aujourd'hui.

Nous demandons une réforme complète de l'Unédic, de son fonctionnement, de sa représentativité, de son financement afin que tous les chômeurs bénéficient d'une indemnisation adaptée.

Nous refusons de payer cette crise de l'idéologie néolibérale. Nous voyons la vie autrement, nous voulons vivre dignement.

Les salariés intérimaires et intermittents dont l'emploi est

par nature

discontinu et précaire, sont plus que jamais attaqués par cette nouvelle

convention. Leur mobilisation se renforce de jour en jour. Des actions, des assemblées générales, des manifestations sont prévues dans tout le pays pour demander la renégociation de cet accord.

Les festivals approchent. Les intermittents de l'industrie culturelle se mobilisent.

Nous soutenons Franck de Bourgogne, intermittent, précaire, en grève de la faim depuis 30 jours, nous soutenons le mouvement lycéen contre les expulsions des élèves sans papiers et la grève des employés de la Poste du 92. Nous participerons à la manifestation du 12 Avril contre l'austérité, le racisme et le sexisme.

Chômeurs, travailleurs précaires, Intermittents, intérimaires, salariés au régime général ou aux régimes spécifiques, avec ou sans papiers :

Ce que nous proposons nous concerne tous. Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous.